



CHAPITRE 69

Loi modifiant la charte de la cité de Québec

[Sanctionnée le 30 avril 1964]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1929, c.
95, a.
312a,
remp.

1. L'article 312a de la loi 19 George V, chapitre 95, édicté par l'article 7 de la loi 15-16 George VI, chapitre 63, et remplacé par l'article 17 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 58, est de nouveau remplacé par le suivant:

Fonds
pour ter-
rains de
jeux.

"312a. La cité est autorisée à voter, chaque année, un montant n'excédant pas \$125,000. pour l'établissement et le maintien de terrains de jeux dans les limites de son territoire."

1929, c.
95, a.
332c, aj.

2. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant, après l'article 332b, le suivant:

Emprunt.
autorisé.

"332c. Sous réserve de l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la cité est autorisée à emprunter annuelle-

CHAPTER 69

An Act to amend the charter of the city of Quebec

[Assented to 30th April 1964]

WHEREAS the city of Quebec has, by its petition, represented that it is in its interest and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 19 George V, chapter 95, and the acts amending it, be again amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 312a of the act 19 George V, chapter 95, enacted by section 7 of the act 15-16 George VI, chapter 63, and replaced by section 17 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 58, is again replaced by the following:

1929, c.
95, s.
312a, re-
placed.

"312a. The city is authorized to vote each year an amount not exceeding \$125,000. for the establishment and maintenance of playgrounds within its territorial limits."

Funds for
play-
grounds.

2. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding, after section 332b, the following:

1929, c.
95, s.
332c, ad.

"332c. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, the city is authorized to borrow annually a sum

Author-
ization to
borrow.

ment la somme de \$300,000. pour la construction et le remplacement de pavages permanents."

of \$300,000. for the construction and replacement of permanent pavings."

Emprunts
autorisés.

3. 1. Sous réserve de l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la cité est autorisée à emprunter les sommes suivantes:

a) \$130,000. pour l'achat d'appareils destinés à combattre les incendies;

b) \$200,000. pour la préparation des plans et devis nécessaires à la construction de deux usines de pompage en vue de l'assainissement de la rivière Saint-Charles;

c) \$415,000. pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation des lots 4112, 4113 et 4114 de cadastre officiel du quartier Montcalm pour l'agrandissement du Carré d'Youville.

Émission
d'obligations.

2. Pour les fins du paragraphe précédent, la cité pourra émettre, par règlement du conseil, des obligations portant intérêt à un taux approuvé par la Commission municipale de Québec; cet intérêt sera payable semi-annuellement et les obligations seront remboursables par séries dans une période n'excédant pas vingt ans. Ces obligations pourront aussi être émises avec un fonds d'amortissement.

Emprunts
autorisés.

4. 1. Sous réserve de l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la cité est autorisée à emprunter les sommes suivantes:

a) \$1,500,000. pour la canalisation de la rivière Lareit, depuis les limites nord de la cité jusqu'au tronçon nord-ouest de la canalisation actuelle;

b) \$500,000. pour la construction et l'aménagement du boulevard Saint-Cyrille.

Émission
d'obligations.

2. Pour les fins du paragraphe précédent, la cité pourra émettre, par règlement du conseil, des obligations portant intérêt à un taux approuvé par la Commission municipale de Québec; cet intérêt sera payable semi-annuellement et les obligations seront remboursables par séries dans une période n'excédant pas quarante ans. Ces obligations pourront aussi être émises avec un fonds d'amortissement.

3. 1. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, the city is authorized to borrow the following sums:

Author-
ization to
borrow.

a. \$130,000. for the purchase of fire-fighting equipment;

b. \$200,000. for the preparation of the plans and specifications necessary for the construction of two pumping stations for the sanitation of the St. Charles river;

c. \$415,000. for the acquisition, by agreement or expropriation of lots 4112, 4113 and 4114 of the official cadastre for Montcalm ward, for the enlargement of d'Youville square.

2. For the purposes of the preceding subsection the city, by by-law of its council, may issue bonds bearing interest at a rate approved by the Quebec Municipal Commission; such interest shall be payable half-yearly and the bonds shall be redeemable in series within a period of not more than twenty years. Such bonds may also be issued with a sinking-fund.

Bond
issue.

4. 1. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, the city is authorized to borrow the following sums:

Author-
ization to
borrow.

a. \$1,500,000. for the canalization of the Lareit river, from the north boundary of the city to the northwest section of the present canalization;

b. \$500,000. for the construction and equipment of St. Cyrille boulevard.

2. For the purposes of the preceding subsection the city, by by-law of its council, may issue bonds bearing interest at a rate approved by the Quebec Municipal Commission; such interest shall be payable half-yearly and the bonds shall be redeemable in series within a period of not more than forty years. Such bonds may also be issued with a sinking-fund.

Bond
issue.

1929, c. 95, a. 336, mod.

5. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant après le paragraphe 201 de l'article 336, le suivant:

Piscines. "202. Pour réglementer la construction et l'inspection des piscines publiques ou privées."

1929, c. 95, a. 336, remp.

6. L'article 383 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 28 de la loi 4 George VI, chapitre 74, est de nouveau remplacé par le suivant:

Vente de certains lots. "**383.** La vente, par la cité, de terrains vacants ou bâtis acquis par expropriation ou autrement, doit se faire par enchère publique ou par soumissions publiques, après la publication dans chaque cas d'un avis conforme aux règlements de la cité.

De gré à gré. Cependant, la cité est autorisée à vendre, de gré à gré, aux propriétaires adjacents, des parcelles de terrains dont elle est devenue propriétaire par expropriation ou autrement.

Idem. De plus, la cité est autorisée à vendre, de gré à gré, les immeubles et les maisons dessus construites en vertu de la Loi des logements salubres (Statuts refondus, 1941, chapitre 240), et dont elle est devenue propriétaire."

1929, c. 95, a. 511, remp.

7. L'article 511 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 18 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 58, est de nouveau remplacé par le suivant:

Introduc-
tion d'eau,
etc. "**511.** La cité pourra introduire l'eau de l'aqueduc et le drainage dans toutes les rues de la cité où le revenu de l'eau égalera au moins six pour cent du coût de l'introduction de l'eau et du drainage.

Applica-
tion. Le présent article s'applique aussi lorsque la cité décide de remplacer des tuyaux d'aqueduc ou de drainage pourvu cependant que le montant annuel de six cent mille dollars édicté ci-dessous ne soit jamais dépassé."

1929, c. 95, a. 512, remp.

8. L'article 512 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 19 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 58, est de nouveau remplacé par le suivant:

5. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding after paragraph 201 of section 336, the following:

"202. To regulate the construction and inspection of public or private swimming pools."

6. Section 383 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 28 of the act 4 George VI, chapter 74, is again replaced by the following:

"**383.** The sale, by the city, of lots either vacant or built acquired by expropriation or otherwise, shall be made by public auction or by public tenders, after publication in each case of a notice, in conformity with the by-laws of the city.

Nevertheless, the city may sell, by private sale, to the adjoining owners, pieces of land of which it has become the owner through expropriation or otherwise.

In addition, the city may sell by private sale, the immoveables and the houses thereon erected under the Workmen's Dwellings Act (Revised Statutes, 1941, chapter 240), and of which it has become the owner."

7. Section 511 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 18 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 58, is again replaced by the following:

"**511.** The city may introduce drains and water from the waterworks into all the streets of the city in which the revenue from the water shall equal at least six per cent of the cost of the introduction of the drains and water.

This section shall also apply whenever the city may decide to replace the waterworks pipes or the drainage pipes provided, however, that the annual amount of six hundred thousand dollars hereinafter prescribed be never exceeded."

8. Section 512 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 19 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 58, is again replaced by the following:

Emprunt
autorisé.

"512. Pour les fins de l'article 511, la cité est autorisée à emprunter annuellement, sur résolution de son conseil, une somme n'excédant pas six cent mille dollars."

"512. For the purpose of section 511, the city is authorized to borrow each year, by resolution of its council, a sum not to exceed six hundred thousand dollars." Loan authorized.

1929, c.
95, a. 523,
mod.

9. L'article 523 de ladite loi est modifié en ajoutant, après le paragraphe 6°, le suivant:

"6°a. sur chaque piscine publique ou privée; ou".

9. Section 523 of the said act is amended by adding, after paragraph 6, the following: 1929, c. 95, s. 523, am.

"6a. On each public or private swimming-pool; or".

1962, c.
58, a. 21,
mod.

10. L'article 21 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 58, est modifié

a) en remplaçant la description de l'aire de réaménagement no 3 dans le paragraphe a, par la suivante:

10. Section 21 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 58, is amended 1962, c. 58, s. 21, am.

a. by replacing the description of redevelopment area number 3, in paragraph a, by the following:

"Aire de réaménagement numéro 3:

"Redevelopment area number 3:

"De figure irrégulière, bornée vers le nord-est par le mur de fortification du ministère de la défense nationale, au sud-est par la ligne sud-est de la rue Dauphine, au nord-est par la ligne sud-ouest de l'avenue Dufferin, au sud-est par la ligne sud-est du Boulevard Saint-Cyrille, au sud-ouest par la ligne sud-ouest de la rue Claire-Fontaine et au nord-ouest par la ligne nord-ouest de la rue Saint-Jean.

"Irregular in shape, bounded on the northeast by the fortification wall of the Department of National Defence, on the southeast by the southeast line of Dauphine street, on the northeast by the southwest line of Dufferin avenue, on the southeast by the southeast line of St. Cyrille boulevard, on the southwest by the southwest line of Claire-Fontaine street and on the northwest by the northwest line of St. John street.

Cette étendue de terrain peut être plus particulièrement décrite comme suit:

Such area of land may be more particularly described as follows:

Commençant au point N sur le plan de la Commission d'aménagement de Québec, préparé par monsieur Édouard Fiset en 1963 et approuvé par Jules-A. Lafleur, arpenteur-géomètre de la cité de Québec, le dit point N étant situé au point d'intersection du mur de fortification du ministère de la défense nationale et de la ligne nord de la rue Saint-Jean.

Starting from point N on the plan of the Quebec Redevelopment Commission, prepared in 1963 by Mr. Édouard Fiset and approved by Jules A. Lafleur, land surveyor for the city of Quebec, the said point N being located at the intersection of the fortification wall of the Department of National Defence and the north line of St. John street.

Du point N dans une direction est le long de la ligne séparative entre la rue Saint-Jean et le dit mur de fortification, une distance de 110 pieds jusqu'au point O, à la porte Saint-Jean; delà dans une direction sud-est le long du parement sud-ouest du mur de fortification jusqu'au point K, à son point d'intersection avec la ligne sud-est de la rue Dauphine; delà dans une direction sud-ouest en suivant la ligne sud-est de la rue Dauphine, en passant par le point J jusqu'au point I, à son point d'intersection avec la ligne sud-

From point N easterly along the dividing line between St. John street and the said fortification wall, a distance of 110 feet to point O at the St. John Gate; thence, southeasterly along the southwest face of the fortification wall, to point K at its point of intersection with the southeast line of Dauphine street; thence, southwesterly along the southeast line of Dauphine street, passing on point J, to point I, at its point of intersection with the southwest line of Dufferin street; thence, southeasterly along the southwest

ouest de la rue Dufferin; delà dans une direction sud-est le long de la ligne sud-ouest de la rue Dufferin jusqu'au point H sur la ligne sud-est du Boulevard Saint-Cyrille; delà dans une direction sud-ouest le long de la ligne sud-est du Boulevard Saint-Cyrille jusqu'au point L situé sur la ligne sud-ouest de la rue Claire-Fontaine; delà dans une direction nord-ouest le long de la dite ligne sud-ouest de la rue Claire-Fontaine jusqu'au point M situé sur la ligne nord-ouest de la rue Saint-Jean; delà dans une direction générale nord-est le long de la ligne nord-ouest de la rue Saint-Jean jusqu'au point de commencement N.”;

b) en remplaçant le paragraphe c) du second alinéa par le suivant:

“c) Disposer, par vente à l'enchère ou par soumissions publiques, après la publication dans chaque cas d'un avis conforme aux règlements de la cité, des terrains rendus disponibles pour réaménagement et dont la cité n'a pas besoin pour fins municipales.”

Restric-
tions tem-
poraires à
la cons-
truction,
etc.

11. La cité est autorisée à décréter par règlement que pour une période n'excédant pas douze mois après la sanction de la présente loi, aucune modification, transformation ou addition ne pourra être faite aux bâtiments situés dans les aires de réaménagement numéros 1 et 3 décrites à l'article 21 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 58, et ses amendements. Mais si un plan définitif de réaménagement est adopté par la cité pour certains endroits dans l'une ou l'autre aire de réaménagement, des permis de construction pourront être approuvés par la Commission d'urbanisme et émis par l'ingénieur de la cité, si les projets de construction sont par ailleurs conformes aux règlements de construction et de zonage.

Idem.

La cité a les mêmes pouvoirs de réglementation pour les bâtiments situés dans la zone où doivent être érigés les bâtiments de la “Cité Parlementaire” décrite comme suit:

“Cité Parlementaire:

“De figure irrégulière, bornée au nord-est par le mur de fortification du ministère de la défense nationale, au sud-est

line of Dufferin street to point H on the southeast line of St. Cyrille boulevard; thence, southwesterly along the southeast line of St. Cyrille boulevard, to point L located on the southwest line of Claire-Fontaine street; thence, northwesterly along the said southwest line of Claire-Fontaine street to point M located on the northwest line of St. John street; thence, in a general northeasterly direction along the northwest line of St. John street, to the starting point N.”;

b. by replacing sub-paragraph c of the second paragraph by the following:

“c. Dispose, by auction sale or public tenders, after publication in each case of a notice, in conformity with the by-laws of the city, of lots made available for re-development and which the city does not require for municipal purposes.”

11. The city is authorized to order, by by-law, that for a period not exceeding twelve months after the sanction of this act, no change, alteration or extension may be made of the buildings situated in redevelopment areas numbers 1 and 3 described in section 21 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 58, and its amendments. But if a definitive redevelopment plan is adopted by the city for certain places in either redevelopment area, building permits may be approved by the town-planning commission and issued by the city engineer if the projected buildings conform in other respects to the building and zoning by-laws.

Tempora-
ry build-
ing re-
strictions,
etc.

The city shall have the same power to make by-laws for the buildings situated in the zone where the buildings of the Parliamentary City are to be erected, described as follows:

Idem.

“Parliamentary City:

“Irregular in shape, bounded on the northeast by the fortification wall of the Department of National Defence, on the

par la Grande-Allée, au sud-ouest par la ligne sud-ouest de la rue D'Artigny déviée vers le sud-est par la ligne sud-est de la rue Saint-Amable actuelle et son prolongement jusqu'à la rue Turnbull, au sud-ouest par la ligne nord-est de la rue Turnbull élargie, au nord-ouest par le boulevard Saint-Cyrille, au sud-ouest par la ligne sud-ouest de la rue Dufferin et au nord-ouest par la ligne sud-est de la rue Dauphine.

Cette étendue de terrain peut être plus particulièrement décrite comme suit :

Commençant au point A sur le plan de la Commission d'aménagement de Québec, préparé par monsieur Édouard Fiset en 1963 et approuvé par Jules A. Lafleur, arpenteur-géomètre de la cité de Québec, le dit point A étant situé au point d'intersection du mur de fortification du ministère de la défense nationale et de la ligne nord-ouest de la Grande-Allée.

Du point A dans une direction sud-ouest le long de la dite ligne nord-ouest de la Grande-Allée jusqu'au point B à son point d'intersection avec la ligne sud-ouest de la rue D'Artigny déviée; delà dans une direction nord-ouest perpendiculaire à la ligne A B le long de la ligne sud-ouest de la rue D'Artigny déviée, une distance de 200 pieds jusqu'au point D sur la ligne sud-est de la rue Saint-Amable; delà dans une direction sud-ouest le long de la dite ligne sud-est de la rue Saint-Amable jusqu'au point E à son point d'intersection avec la ligne nord-est de la rue Claire-Fontaine; delà dans une direction sud-ouest le long d'une ligne droite parallèle et distante de 550 pieds de la Grande-Allée, jusqu'au point F situé sur le côté nord-est de la rue Turnbull élargie; delà dans une direction nord-ouest le long de la dite ligne nord-est de la rue Turnbull élargie jusqu'à la ligne sud-est du nouveau boulevard Saint-Cyrille au point G; delà dans une direction nord-est le long de la dite ligne sud-est du boulevard Saint-Cyrille jusqu'au point H à son point d'intersection avec la ligne sud-ouest de la rue Dufferin; delà dans une direction nord-ouest le long de la dite ligne sud-ouest de la rue Dufferin jusqu'au point I situé dans le prolongement de la ligne sud-est de la rue Dauphine; delà dans une direction nord-est le long de la ligne sud-est de la

southeast by Grande-Allée, on the southwest by the southwest line of D'Artigny street re-aligned on the southeast by the southeast line of the present St. Amable street and its extension to Turnbull street, on the southwest by the northeast line of Turnbull street as widened, on the northwest by St. Cyrille boulevard, on the southwest by the southwest line of Dufferin street and on the northwest by the southeast line of Dauphine street.

Such area of land may be more particularly described as follows:

Starting from point A on the plan of the Quebec Redevelopment Commission prepared in 1963 by Mr. Édouard Fiset and approved by Jules A. Lafleur, land surveyor for the city of Quebec, the said point A being located at the intersection of the fortification wall of the Department of National Defence and the northwest line of Grande-Allée.

From point A southwesterly along the said northwest line of Grande-Allée to point B at its point of intersection with the southwest line of D'Artigny street re-aligned; thence, northwesterly and perpendicularly to the line A B along the southwest line of D'Artigny street re-aligned, a distance of 200 feet to point D on the southeast line of St. Amable street; thence, southwesterly along the said southeast line of St. Amable street to point E at its point of intersection with the northeast line of Claire-Fontaine street; thence, southwesterly along a straight line parallel to and 550 feet from Grande-Allée, to point F located on the northeast side of Turnbull street as widened; thence, northwesterly along the said northeast line of Turnbull street as widened to the southeast line of the new St. Cyrille boulevard at point G; thence, northeasterly along the said southeast line of St. Cyrille boulevard to point H at its point of intersection with the southwest line of Dufferin street; thence, northwesterly along the said southwest line of Dufferin street to point I located on the extension of the southeast line of Dauphine street; thence, northeasterly along the southeast line of Dauphine street to point J at its point of intersection with the fortification wall of the Department of National Defence; thence, in a general southeasterly direction

rue Dauphine jusqu'au point J à son point d'intersection avec le mur de fortification du ministère de la défense nationale; delà dans une direction générale sud-est le long du dit mur de fortification jusqu'au point de commencement A."

Répara-
tions au-
torisées.

Nonobstant ce qui précède, les propriétaires pourront faire des réparations d'entretien à leurs immeubles.

Immeu-
bles dé-
truits.

S'il arrivait qu'un immeuble situé dans l'une ou l'autre des aires de réaménagement numéro 1 ou 3 soit détruit en totalité ou en partie, la cité pourra acquérir un tel immeuble à l'amiable ou en décréter l'acquisition par expropriation et emprunter les deniers nécessaires à cette fin; un tel emprunt est soumis à l'approbation de la Commission municipale de Québec même si le plan définitif de réaménagement n'a pas été adopté.

Propriétés
du gou-
vernement
français.

12. Les immeubles, propriété du Gouvernement français, et occupés en même temps comme résidence et pour des fins consulaires dans la cité de Québec, ne sont pas assujettis à la taxe foncière municipale, si le conseil de la cité le juge à propos.

Corpora-
tion.

13. Avec l'autorisation au préalable de la Commission municipale de Québec, la cité peut constituer, par règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, une corporation qui pourra, à la suite d'accords intervenus entre le Gouvernement du Canada et celui de la Province, entreprendre, conjointement avec la Province ou tout organisme de celle-ci, des projets pour

a) l'acquisition et l'aménagement de terrains à des fins d'habitation;

b) la construction de projets d'habitations destinées à la vente ou à la location; et

c) l'acquisition, l'amélioration et la transformation à des fins d'habitation des bâtiments existants situés dans une zone de la cité qui est une zone de rénovation urbaine ou de réaménagement urbain.

Pouvoirs.

La corporation ainsi constituée aura tous les pouvoirs décrits au Code civil au titre Des corporations.

Emprunt
autorisé.

14. Sous réserve de l'approbation de la Commission municipale de Québec et

along the said fortification wall to the starting point A."

Notwithstanding the foregoing, property owners may make maintenance repairs to their immoveables.

Should any immovable situated in either of redevelopment areas numbers 1 and 3, be destroyed in whole or in part, the city may acquire such immovable by agreement or order the acquisition thereof by expropriation and borrow the sums necessary for such purpose; such borrowing shall be subject to the approval of the Quebec Municipal Commission even if the definitive redevelopment plan has not been adopted.

12. The immoveables owned by the French Government and used for both residential and consular purposes in the city of Quebec shall not be subject to the municipal real estate tax, if the city council so decides.

13. With the previous authorization of the Quebec Municipal Commission, the city may constitute, by by-law approved by the Lieutenant-Governor in Council, a corporation which, pursuant to agreements between the Government of Canada and that of the Province, may undertake jointly with the province or any of its emanant bodies, projects for

a. the acquisition and laying-out of lands for housing purposes;

b. the construction of housing projects to be sold or rented; and

c. the acquisition, improvement and conversion, for housing purposes, of existing buildings situated in a zone of the city which is an urban renovation or redevelopment zone.

The corporation so established shall have all the powers described in the Civil Code under the title Of Corporations.

14. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and the

Mainten-
ance re-
pairs.

Acquisi-
tion where
building
destroyed.

French
Govern-
ment im-
move-
ables.

Corpora-
tion.

Powers.

Borrowing
author-
ized.

du ministre des affaires municipales, la cité est autorisée à emprunter, par obligations, la somme de \$600,000. pour construire, sous la place Jacques-Cartier, un garage souterrain destiné au remisage des automobiles.

Rembour-
sement.

Ces obligations seront remboursables par séries, dans une période n'excédant pas trente ans. Elles pourront aussi être émises avec fonds d'amortissement.

Entrée en
vigueur.

15. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Minister of Municipal Affairs, the city is authorized to borrow, by debentures, the sum of \$600,000. to build an underground garage, under Place Jacques-Cartier, for the parking of automobiles.

Such debentures shall be redeemable in series within a period of not more than thirty years. They may also be issued with a sinking-fund.

15. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.